

SE RASSEMBLER POUR SAUVER LA GAUCHE

Avec le départ de Mme TAUBIRA (PRG), Garde des Sceaux si chargée de symboles, il y aura encore moins de politique de gauche avec le tandem Hollande-Valls.

Le prolongement de l'état d'urgence et son inscription dans la constitution ainsi que de la déchéance de nationalité, cette idée puisée parmi celles du FN, représentant de l'extrême droite, sont des mesures très dangereuses pour nos libertés fondamentales.

La politique du gouvernement continue sa politique anti-sociale.

La loi sur le Travail, avec la réécriture du Code du Travail au détriment du droit des salariés subordonnés à l'employeur, est un bond en arrière de plusieurs dizaines d'années, plus qu'une aubaine, c'est une apothéose pour le patronat.

Tout cela s'ajoute aux milliards d'euros d'exonération et de cadeaux (CICE et Pacte de responsabilité), l'Accord National Interprofessionnel, la loi Macron dont le travail du dimanche, etc.

La liste est si longue de ces mesures impopulaires soutenues par HOLLANDE-AYRAULT-VALLS que

légitimement nous pouvons poser la question :

qu'y a-t-il de commun dans toutes ces mesures ?

RIEN DE GAUCHE !

Le bilan parle de lui-même par les résultats obtenus : salaires et retraites en berne, chômage toujours en hausse, l'austérité dans tous les budgets, désindustrialisation accrue, abandon des services publics à la concurrence (transports, santé, barrages EDF, etc), l'éducation nationale malmenée . . .

L'année 2016/2017 s'annonce longue et pénible comme un air de fin de règne.

Seuls la Droite et le FN, à l'affût du pouvoir, se réjouissent de cette perspective.

L'ensemble des forces de la gauche qui ne soutiennent pas cette politique (et les militants socialistes s'en détachent toujours plus nombreux) se doivent **d'offrir une perspective au peuple de France** mécontent et déçu par le gâchis du clan HOLLANDE.

Les citoyen(ne)s sont appelé(e)s, dans des rencontres de terrain, à **débattre d'un socle commun d'idées** émancipatrices de l'étau de la finance et à **créer un large rassemblement** pour que la gauche survive et soit présente au second tour de la présidentielle de 2017.

Cela peut-il déboucher sur une primaire ou pas ? Il est encore trop tôt pour répondre.

La nécessité de désigner un candidat commun qui défende ce socle commun sous la maîtrise commune des citoyen(ne)s engagé(e)s dans ce processus est le meilleur moyen de **s'assurer que les promesses faites seront tenues.**



Sommaire :

Se rassembler pour sauver la gauche - Le Front national - Réforme territoriale - Agriculture - Analyse des résultats des élections régionales de 2015.

Les racines nationalistes et racistes du Front national :

l'« étranger » n'existerait pas, il faudrait l'inventer.

Années 1880 - un général précurseur : dans un contexte de crise, le général Boulanger rassemble les mécontents nationalistes en dénonçant les Juifs, rendus responsables de tous nos maux. Le Juif, bouc émissaire, est l'ennemi de l'intérieur à abattre. Le Juif est d'autant plus haïssable que certains le considèrent comme étant de « race inférieure ». Contre la « France juive », des rassemblements antisémites (antijuifs) se multiplient.

1894 : L'affaire Dreyfus. Le capitaine Dreyfus, d'origine juive, est accusé (à tort) d'espionnage au profit de l'Allemagne. Condamné, il est réhabilité dans son grade et décoré de la légion d'honneur. L'affaire Dreyfus a été l'occasion de relancer la campagne de haine contre les étrangers. Les nationalistes chauvins, les xénophobes se déchaînent aux cris de « La France aux Français » (*aujourd'hui la formule courante dans les réunions du FN c'est : « On est chez nous ! »*), ou encore « Mort aux Juifs ». Tous les mouvements d'extrême droite de l'époque ne manquent pas de leaders, de têtes pensantes... Ils accusent le monde juif

de contribuer au déclin de la France, de la nation... Jeanne d'Arc (fêtée chaque année au 1^{er} mai) symbolise aux yeux des nationalistes fanatisés la terre de France, la patrie, la race supérieure... tout ce que le Juif ne peut pas être pour eux.

En savoir plus

Dans une France inquiète et agitée, éclate l'affaire Stavisky (un escroc juif). Elle relance la campagne de haine de l'étranger : les Juifs et les Communistes associés dans l'expression « péril judéo-bolchévique ». Le journal Gringoire, d'extrême droite, exploite l'affaire à des fins racistes : le procédé habituel et efficace consiste à partir d'un fait pour le généraliser et ainsi orienter l'opinion contre les étrangers, les naturalisés. Ils sont présentés comme les rebuts de la société, de la « racaille » ; traités de « vermine de rats d'hôtel »... Dans la bouche des gens de l'extrême droite le mot « mèteque » revient souvent, rapporté au Juif... Ils (les nationalistes... les fascistes) qualifient ceux qui gouvernent de « filous », le « tous pourris » (les élus parlementaires) fait recette.

Années 1930, les bouleversements du monde capitaliste : partie des Etats-Unis (1929) la crise financière et économique arrive en Europe. En 1931, la France connaît un chômage de masse. Comme aujourd'hui, les gouvernants tout dévoués aux grands patrons et aux banquiers, par la propagande de la presse et les discours à la radio, s'appliquent à détourner la colère populaire contre les immigrés coupables de tout ! Le contrôle des frontières est renforcé. Certains réclament de l'ordre, un régime autoritaire, à l'image de l'Allemagne passée sous la botte d'Hitler (1933).

1936 : plutôt Hitler que le Front Populaire (slogan de la droite extrême). Les élections donnent le pouvoir à la gauche, au Front Populaire (à qui l'on doit les fameux congés payés : une première !), antinationaliste, composé des communistes, des socialistes et des radicaux. Pour l'extrême droite, le socialiste Léon Blum, qui dirige le gouvernement de Front populaire, est l'homme à abattre. Il est juif. Maurras (de L'Action française) le considère comme étant de « race antifrançaise », « race de vagabonds, de pillards, et de charognards ». Selon Maurras la société demeurée chrétienne est menacée par ces gens qui dirigent le pays.

1940 : Le maréchal Pétain reçoit les pleins pouvoirs dans une France occupée par les troupes d'Hitler. Il installe son gouvernement de collaboration avec Hitler, à Vichy. Le 22 juillet 1940, devant l'occupant nazi, par décret, Pétain ordonne la dénaturalisation de 7000 Juifs, ce qui facilitera leur déportation en camp d'extermination. Le maréchal Pétain, au nom de la « révolution nationale » (fasciste) organise la chasse de tous les résistants désignés comme « l'anti-France ».

1945 : défaite de l'Allemagne nazie. Pétain, le traître collaborateur, jugé, condamné à mort, est gracié par le général De Gaulle, en raison de son grand âge.

1955 : la guerre d'Algérie. Le peuple algérien rassemblé dans le Front de Libération Nationale lutte pour son indépendance. C'est l'occasion pour l'extrême droite nationaliste, colonialiste, xénophobe et raciste de réapparaître : l'Organisation de l'Armée Secrète (OAS) refuse les accords de paix d'Evian en 1962. Organisation terroriste, elle multiplie les attentats, les assassinats, y compris en France. Elle sera dissoute.

En savoir plus

Bilan de sept ans de guerre : tortures, massacres, exode des « pieds noirs », plusieurs centaines de milliers de morts (350 000/400 000) du côté des combattants et civils algériens, plusieurs dizaines de milliers de morts (35 000/40 000) parmi les soldats de l'armée française... déstabilisation politique...

1972 : l'extrême droite crée le Front national, présidé par Jean Marie Le Pen, un nostalgique de l'Algérie française.

Le FN dans ses branches extrêmes comprend notamment des pétainistes ou des néonazis.

En savoir plus

Elu député poujadiste en 1956, Jean-Marie Le Pen a quitté les bancs de l'Assemblée nationale pour aller combattre volontairement en Algérie contre les patriotes algériens. Pour lui et les autres nationalistes, depuis que l'Algérie a gagné son indépendance, « l'arabe » n'a plus sa place en France.

Les résultats électoraux montrent que ses discours de division et de haine prennent de l'ampleur grâce à la « dédramatisation » de son parti voulue et orchestrée.

Discours démagogiques, ségrégationnistes voire racistes.

Sur les plateaux de télé, Mme Le Pen cherche à rassurer quand elle parle de préférence nationale, cela concernerait tous ceux qui ont la nationalité

française sans distinction d'origine et de religion. **Mais** dans les meetings, devant un public « chauffé à blanc », elle utilise un langage aux relents d'apartheid : la nationalité française serait réservée, dit-elle, aux gens de « nature française », flirt très ambiguë avec l'idée de « race française ». **Sur une radio, elle se réfère à un ouvrage ouvertement raciste !** – voir ci-dessous.

En savoir plus

Pour en savoir plus voir l'émission Envoyé spécial sur France 2 du 21 janvier 2016, dont voici un extrait, mot pour mot : « *En septembre 2015, Mme Le Pen déclare sur Radio Classique qu'on assiste à « une submersion migratoire », aussi elle appelle, tous ceux qui écoutent, à relire « Le camp des saints », roman publié en 1973, de Jean Raspail.*

L'auteur dans son livre parle du débarquement (en 1973 !) de un million de migrants sur les côtes françaises (...), 5 millions si on laisse faire... » L'auteur écrit « les patriotes sont ceux qui défendent la race blanche et veulent tirer (oui vous avez bien lu !) sur les migrants. » Un appel au meurtre !

Une quarantaine d'années plus tard, alors que la question des migrants se pose avec acuité, Mme Le Pen, sur une radio, appelle à lire un livre qui, sur près de 100 pages, incite à la haine raciale!

Ce livre, dont la présidente du FN fait la publicité, serait aujourd'hui susceptible de poursuite judiciaire».

Mme Le Pen fait de la provocation, très appréciée de son public, en brandissant, à tout bout de champ, la menace de l'immigration. Voici un extrait du discours qu'elle a tenu, lors du meeting de soutien à la candidate du FN, à Beaucaire, pour les élections municipales : « Comme l'immigration est massive, eh bien leur code, leur religion, leurs mœurs finissent par s'imposer dans des villes entières, à charge pour la population de s'adapter et d'abandonner elle-même sa culture, ses valeurs. Nous sommes chez nous, et nous avons envie de vivre chez nous, Français en France ».

Cela rappelle que, **déjà, pour appâter des électeurs, en 1894, les ancêtres du FN, criaient « La France aux Français ».**

En savoir plus

Cette partie nauséabonde du 20^e siècle, elle l'accommode à sa manière, à l'opposé des provocations de son père, pour mieux la faire passer et accéder au pouvoir. Elle aussi, en élève reconnaissante de ses ancêtres, et comme d'autres ont su le faire hier, elle « joue » cyniquement avec le thème de l'étranger (où l'Arabe remplace pour une part le Juif).

Qui a dit :

«L'histoire ne se répète pas, elle bégaie» ?

Analyse des résultats des élections régionales 2015

Fait inédit, les deux élections de 2015 (départementales et régionales) se tiennent après les attentats de janvier et novembre traumatisants pour la France et l'ensemble de ses habitants. Les émotions et la peur viennent s'ajouter à la politique de renoncement des engagements pris en 2012 par F. Hollande. La déception et le désespoir s'installent durablement dans l'électorat. Le gouvernement attise le feu en décrétant l'état d'urgence et en réprimant les mouvements sociaux. La droite et le FN profitent de la situation pour proposer des mesures jusqu'au-boutistes de régression et de division sociales, de nature antirépublicaine.

L'enjeu réel de ces deux élections qui, à l'origine, étaient directement liées à la réforme territoriale antidémocratique est totalement passé sous la table avec l'aide des grands médias d'information.

La recomposition politique souhaitée par le PS se profile avec une partie de la droite et du centre.

La gauche alternative peine à trouver sa crédibilité, faute d'accord politique sur la profondeur des changements anticapitalistes à mettre en œuvre.

1^{er} TOUR :

Sur le département de la Savoie

Participation en hausse de + 4,82 % sur 2010 soit + de 20 000 votants.

Le PS gagne en voix mais perd en % passant de 25,33 % à 23,18 %. Les Verts perdent plus de la moitié de leurs électeurs de 2010 ne réalisant que 10 921 voix et 7,67%.

Le PCF-FG 6 962 voix et 4,89 % perd 1 121. En 2010, le FG uni réunissait 8 083 voix et 6,58 %.

La droite gagne en voix (+ 15639) et 29,62% comme le FN gagne + 39380 voix et 27,67%

Forte mobilisation de l'électorat de droite et gain énorme de l'extrême-droite (vote défouloir des électeurs mécontents ou adhésion idéologique ?).

La division du FG, la recherche du vote utile par le PS et l'abstention des électeurs de gauche déçus sont les

grands enseignements du scrutin. Il n'y a pas eu de captage des électeurs mécontents par la gauche alternative (absence de perspectives ou grand désarroi devant un autoritarisme virulent qui frappe avant tout les faibles et les modestes ?).

Sur la ComCom des Bauges :

Le PCF-FG progresse en voix dans 10 communes sur 14 avec une progression de + 13 voix pour un total de 147 voix soit 7,00 %. Le PS progresse en voix (419 à 533-25,39 %) au détriment des Verts divisés au plan national qui reculent (432 à 277 voix -13,19 %).

Le FN arrive en tête à Aillon-le-jeune (54 voix-28,27%), à Bellecombe (72 voix-25,17 %) et à St François (20 voix-25,64 %) pour un total de 501 voix sur 2099 votes exprimés (23,86 %) **souvent pris sur la droite.**

Notre campagne a porté en dépit de tous les vents contraires (campagne courte, troublée et même suspendue par les attentats, tous les grands médias en mode pensée unique). Notre tentative de se faire entendre par affiches, tracts, contacts personnalisés et réunion publique a mis en mouvement beaucoup plus de monde qu'habituellement et cela est ressenti dans la **tendance positive** du résultat du PCF-FG.

2^{ème} TOUR :

Sur la nouvelle région Auvergne-Rhône-Alpes

Ressaisissement de l'électorat avec un bond de participation. La droite conserve son avantage en progressant de + 435 963 voix en dépit d'une nouvelle progression du vote FN + 27 179.

La gauche unie progresse aussi de + 489 644 voix mais perd l'élection de 111 841 voix soit un écart de 3,78%.

2015 fut aussi une année noire pour le Front de Gauche par la perte de son élu régional FG (A. Fatiga) après avoir perdu ses deux élus (J-L. Portaz PG-FG et Chr. Lehman PCF-FG) au conseil départemental.

L'absence de ces élus FG de Savoie rend plus difficile le soutien aux luttes et revendications sociales et déforme encore plus la représentation démocratique de ces deux assemblées.

Pour nous joindre :

PCF Savoie - 326 avenue Alsace Lorraine - 73000 Chambéry - 04 79 62 04 13 -
pcf.73@wanadoo.fr
savoie.pcf.fr

Agriculture : une brûlante actualité

Souvenir : en 2008, Mme Fischer Boel (la très libérale Commissaire européenne à l'Agriculture), accompagnée des 27 ministres de l'Agriculture dont Michel Barnier pour la France, était accueillie en Bauges (sous une impressionnante protection policière). Elle avait dans son sac le plan qui marquait le début de la fin des quotas laitiers. La fin, nous y sommes depuis avril 2015.

Questions posées à deux paysans baujus.

1. Les paysans baujus échappent-ils aux ravages de la concurrence libre et « non faussée », à la guerre des prix ?

2. Pour le secrétaire général de la FDSEA des Savoie « que les aides arrivent ou pas, on va se débrouiller, retrousser les manches... » (Dauphiné libéré du 30 janvier 2016) Pouvez-vous vous passer des aides ?

3. Katrine Lecornu (agricultrice dans le Calvados et présidente d'European dairy farmers) en appelle à une attitude plus positive, une capacité d'adaptation, de flexibilité de la part des agriculteurs dans un monde qui change. Elle constate chez eux une tendance à résister aux changements sur la base de la tradition. (DL du 30 janvier 2016) Paroles de culpabilisation ?

Leurs réponses dans l'ordre des questions.

-Alphonse (prénom changé) :

1 - les paysans savoyards et baujus n'échappent pas à la loi du marché, mais ils sont mieux armés pour y résister grâce aux produits traditionnels qu'ils ont su préserver et protéger (AOC, IGP, BIO). Mais ils sont protégés dans la limite d'une production raisonnable : si la production augmente plus vite que la demande des clients, c'est là que nous devons activer des mesures de régulation établies entre producteurs laitiers et fromagers des Savoie par exemple.

2 - Dans la plupart des exploitations (grosses ou petites), on constate que le revenu réel du producteur équivaut plus ou moins aux aides qu'il reçoit. Mais si il n'y a plus d'aides, une partie va survivre en limitant les investissements au maximum, quant à ceux qui auront déjà investi...

3 - Chez nous, ça nous réussit plutôt pas mal la tradition, mais on ne peut pas généraliser ça à l'Europe. On ne prétend pas être des farmers capables de lutter sur le marché mondial. Je pense qu'il y a plusieurs modes d'agriculture qui peuvent très bien cohabiter, mais pour les exploitations qui ne sont pas adaptées à leur modèle, ça va devenir très difficile. Exemple, une petite ferme en Bio, AOC ou Label rouge, avec une partie de vente directe peut très bien s'en sortir, tandis qu'une ferme familiale, déjà de belle taille, qui vend ses produits à un industriel pour faire des produits bas de gamme va vivre l'enfer ; c'est un peu le problème des Bretons aujourd'hui, face aux Allemands, Néo-Zélandais, etc.

- Casimir (prénom changé) :

1 - Les paysans baujus échappent aux ravages de la loi du marché libéral en partie. Avec la fin des quotas laitiers et la tendance à la surproduction, en Bauges, aussi, une pression s'exerce sur les prix, du moins pour une partie de la production classée en prix B. Pour notre exploitation la production n'a pas changé.

2 - «Retrousser les manches» : on est à fond depuis belle lurette ! C'est inadmissible de subir la tutelle des aides. Aides indis-

pensables. Or, nous voulons des prix à la production correspondant au prix de revient et une marge correcte pour vivre. Quand l'exploitant vend la tome 11 euros le kilo au détail, un grossiste comme Verdannet ou les crémiers l'achète à 8 euros.

3 - Avec le raisonnement de Mme Lecornu, ses propos sur la tradition, on joue contre les produits du terroir «traditionnels», par exemple la tome des Bauges. S'agissant de la nécessaire adaptation, nous faisons que cela... et même les vaches «se sont adaptées» à la traite mécanique : au cours des décennies écoulées leurs trayons ont changé de dimension ! Cette dame semble nous inciter («le monde change» dit-elle) à nous agrandir : dans notre massif avec les contraintes géographiques et climatiques les fermes-usines de «1000 vaches» sont inadaptées. Nous sommes des paysans jardiniers, cela mériterait d'être mieux reconnu.



Solidarité

Alors que les fermes-usines alimentent le marché de la malbouffe -c'est le prix à payer du bon marché- les exploitations familiales, les coopératives de proximité proposent, en général, une production et une alimentation de qualité. Mais nombre d'exploitants locaux sont fragilisés ; ils sont la proie des banques, des transformateurs et des (grands) distributeurs. La Loi de Modernisation Économique votée en 2008 (dite «Loi Michel Edouard» Leclerc ami de Nicolas Sarkozy) a renforcé considérablement les pouvoirs des centrales d'achat. Les loups dévoreurs de l'agriculture à taille humaine sont lâchés. Le gouvernement, qui n'est pas revenu sur cette loi LME pas plus que sur bien d'autres, le promet aujourd'hui après avoir bricolé des mesures pour mieux céder au libéralisme ravageur. Nous devons être solidaires de nos paysans, nos intérêts sont les mêmes : à qualité des produits, alimentation de qualité...

Eux comme nous, nous devons lutter pour des revenus dignes : eux pour en vivre, nous pour acheter local. Sachons tous utiliser bientôt, un même moyen démocratique contre la politique libérale vorace : le bulletin de vote.

Propositions et idées du Parti communiste que nous soumettons aux débats :

Dans l'immédiat,

- demander aux banques, en premier lieu au Crédit Agricole, de renégocier les taux d'emprunts et d'utiliser les moyens juridiques à disposition pour empêcher la fermeture de dizaines de milliers d'exploitations agricoles,
- création d'un prix d'achat plancher garanti à chaque travailleur paysan pour un quota donné de production, à négocier chaque année dans chaque production agricole avec les organisations de producteurs et les syndicats.

Dans le même mouvement,

- la France doit prendre l'initiative d'une action pour réajuster la politique agricole commune de l'U.E,
- revenir à des régulations par les prix et des limitations de quantité pour éviter les surproductions,
- mettre en place un dispositif de protections aux frontières extérieures de l'union européenne afin de combattre les importations anarchiques,
- inventer de nouveaux systèmes de production économes en énergie, en produits chimiques, en importations en associant nos centres de recherche et les agriculteurs eux-mêmes, qui disposent déjà d'une intelligence collective pour le mieux-être de toutes et de tous.

RÉFORME TERRITORIALE (suite . . .)

ORGANISER LA CONCURRENCE entre les territoires en détruisant les solidarités communales, départementales, nationales N'EST PAS NORMAL.

DÉJOUER CETTE CONCURRENCE RAVAGEUSE ENTRE LES TERRITOIRES

Grande comme l'Irlande, peuplée comme la Suisse, Auvergne-Rhône-Alpes est caractéristique des régions géantes intercalées entre l'Europe fédérale, les métropoles et les super inter-communalités.

Ces régions, le Pouvoir social-démocrate, la Droite et le MEDEF veulent les mettre en concurrence dans la course aux investissements des grands groupes capitalistes. La recherche, par chacune des régions, de la plus grande compétitivité en vue d'assurer le profit maximum aux capitaux, se traduira, inévitablement, par :

- des cadeaux fiscaux et des « aides » aux entreprises entraînant la hausse des taxes et impôts pesant sur les salarié-e-s et/ou la compression des dépenses publiques nécessaires à la population,
- la baisse des droits et acquis sociaux,
- des déséquilibres entre territoires qui affrontent la « compétition » en situation d'inégalités géographiques, démographiques, économiques,
- la volonté de limiter l'expression politique du mécontentement en éloignant les instances de décisions politiques des citoyens.

Au final, PLUS d'austérité, et MOINS d'égalité et de démocratie !

On peut faire le choix de la coopération et de la démocratie !

A rebours de ces logiques financières de concurrence, au niveau régional aussi, la crise sociale, économique, écologique, démocratique appelle des mesures clairement anti austéritaires et anti libérales qu'ont porté les candidats de la liste « l'humain d'abord » :

cratique appelle des mesures clairement anti austéritaires et anti libérales qu'ont porté les candidats de la liste « l'humain d'abord » :

- solidarité, coopération, égalité territoriale pour un nouveau modèle de développement économique, agricole et urbain équilibré,
- mobilisation de nouveaux moyens financiers au service de l'emploi, de la formation, de la promotion de tous les services publics,
- nouveaux droits de la personne et des salarié-e-s garantissant l'expression et la prise en compte de la volonté majoritaire.

Et les BAUGES dans tout ça ?

Localement d'après la loi du 7 août 2014 votée par les deux députés PS de Savoie, la Communauté de Communes du Cœur des Bauges dont la population est inférieure à 5 000 habitants doit se fondre dans une autre ComCom. M. le Préfet propose de rejoindre Chambéry Métropole. Et après avoir pris l'avis des maires, il sera au final le seul à décider comme la loi l'y autorise. Naturellement, sans jamais consulter l'ensemble des populations concernées auxquelles la loi ne fait jamais allusion. Et la loi prévoit l'affirmation des métropoles donc aussi la future Grande Métropole Savoie de CHAMBÉRY-AIX.

Notre exemple éclaire si cela était nécessaire le vote négatif des députés FG-PCF sur le caractère antidémocratique de la réforme toute entière par :

- le contournement des citoyens sur le débat de la loi et ses conséquences,
- l'éloignement des habitants des nouvelles instances élues,
- l'amputation de la loi de décentralisation de 1982 par le regroupement forcé des territoires et le retrait de la compétence générale.